BIANCHINI (Paolo), *Educare all'obbedienza. Pedagogia e politica in Piemonte tra Antico Regime e Restaurazione*

Torino : Società Editrice Internazionale, 2008, 359 p. (coll. « Teoria e Storia dell'educazione »)

Mariella Colin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2307>

DOI : 10.4000/histoire-education.2307

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 85-88

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Mariella Colin, « BIANCHINI (Paolo), *Educare all'obbedienza. Pedagogia e politica in Piemonte tra Antico Regime e Restaurazione* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 129 | 2011, mis en ligne le 06 janvier 2012, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2307> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2307>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

BIANCHINI (Paolo), *Educare all'obbedienza. Pedagogia e politica in Piemonte tra Antico Regime e Restaurazione*

Torino : Società Editrice Internazionale, 2008, 359 p. (coll. « Teoria e Storia dell'educazione »)

Mariella Colin

RÉFÉRENCE

BIANCHINI (Paolo), *Educare all'obbedienza. Pedagogia e politica in Piemonte tra Antico Regime e Restaurazione*, Torino : Società Editrice Internazionale, 2008, 359 p. (coll. « Teoria e Storia dell'educazione »)

- 1 L'ouvrage de Paolo Bianchini est une contribution importante à l'histoire de l'école et de l'éducation au Piémont pendant l'époque charnière qui couvre la fin de l'Ancien Régime et la Restauration. Au nord des Alpes, c'est une période de transformations profondes ; qu'en fut-il alors au Piémont ? En alla-t-il de même dans ce pays ou bien y eut-il un « modèle piémontais » différent ?
- 2 On pourrait croire tout d'abord que l'évolution y fut semblable à celle des pays du nord, et même que cet État avait anticipé les réformes des souverains éclairés puisque son roi, Victor Amédée II, avait chassé les Jésuites dès 1729. Or cette décision avait découlé uniquement de la politique régaliennne du souverain piémontais qui, pour renforcer son pouvoir absolu au détriment de l'Église, avait choisi d'éliminer la compagnie de Jésus, de façon à avoir un contrôle direct sur la formation de ses sujets. Le système scolaire fut donc placé sous l'autorité d'un nouveau haut fonctionnaire, le *Magistrato della Riforma*. Le cursus des études était le suivant : d'abord les apprentissages élémentaires, puis les humanités dans les « écoles royales », gérées par l'État ou sous son contrôle, enfin

l'Université ; quant au peuple, il était censé recevoir les rudiments de l'instruction dans les « petites écoles », négligées et laissées à l'initiative des particuliers ou des institutions de charité. L'instruction était octroyée par le souverain comme une récompense pour ceux qui la méritaient, et dans toutes les écoles on apprenait avant tout l'obéissance. Le fondement de l'éducation continuait d'être la religion : le *Magistrato della Riforma* était chargé de veiller sur la moralité et sur la piété des élèves et des professeurs, et les enseignants étaient surtout recrutés parmi les ecclésiastiques. La culture et les mentalités des élites piémontaises témoignaient une forte opposition aux Lumières : des intellectuels prirent la plume pour formuler des critiques virulentes à l'égard des théories pédagogiques des Philosophes. Le plus connu est sans doute Giacinto Gerdil, qui écrivit des *Réflexions sur la théorie et la pratique de l'éducation contre les principes de M. Rousseau* (1763), couramment désignées comme l'*Anti-Émile*, qui furent traduites en plusieurs langues. Quelques réformateurs soucieux de développer l'alphabétisation du peuple avancèrent pourtant des propositions novatrices, mais aucun projet de réforme ne devait aboutir, le souverain et l'aristocratie nourrissant une grande méfiance envers l'instruction : le système en vigueur fut confirmé par les Constitutions de 1771.

- 3 En 1792, au moment où la République est proclamée en France, il est décidé de fermer l'Université, pour éviter qu'elle devienne un centre de diffusion des idées nouvelles ! Mesure impuissante à arrêter la contagion révolutionnaire, qui déferle au Piémont lorsque le général Joubert occupe Turin en 1798. Charles Emmanuel IV quitte sa capitale, tandis qu'en janvier 1799 les autorités françaises décrètent, d'une part, la réouverture de l'Université et du *Collegio* des Provinces, de l'autre, la suppression du *Magistrato della Riforma*, de la chancellerie ecclésiastique et des chaires de théologie. Au mois de février a lieu le plébiscite qui décide le rattachement du royaume de Piémont-Sardaigne à la France ; mais avant que ce rattachement n'ait lieu, les troupes de la coalition russo-autrichienne entrent à Turin, tandis que le roi impose à nouveau la fermeture de l'Université.
- 4 Les troupes de Bonaparte sont de retour le 23 juin 1800, et le général Jourdan est remis à la tête de la nouvelle République. Jourdan voudra introduire au Piémont la loi française du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) en instituant dans chaque commune une *scuola prima*, sans latin et sans pratiques confessionnelles, où l'on enseigne selon la méthode dite « normale » ; à la place du *Magistrato della Riforma*, il établit un Jury d'instruction publique, où siège un triumvirat composé de Botta, Brayda et Giraud. Cependant, ces nouvelles dispositions ne sont pas accompagnées de mesures d'application, notamment des financements qui permettraient l'ouverture effective des *scuole prime* et la formation des maîtres à la méthode normale. Pour Jourdan, il allait de soi que ces écoles devaient être subventionnées par les municipalités, alors que traditionnellement, au Piémont, l'école était à la charge de l'État. L'annexion à la France bouleverse ces plans. Le Piémont reçoit l'appellation de « Département de la 27e Division militaire » et, en novembre 1801, un décret fait du français une langue d'enseignement, obligatoire dans le secondaire et facultative dans le primaire. Le 1er décembre 1802, une nouvelle loi générale sur l'instruction publique institue quatre types d'écoles : les « petites écoles », sans latin ; les écoles secondaires ; les lycées, nouveauté peu appréciée des Piémontais ; et les écoles spéciales (l'équivalent des facultés universitaires).
- 5 Napoléon, cependant, voudra gouverner en s'appuyant non plus sur les jacobins mais sur les élites modérées. Au Piémont, cela se traduira par la destitution du Jury

d'instruction publique, qui avait déplu au corps enseignant, et par la nomination de Prospero Balbo à la charge de Recteur de l'Université. Ce dernier s'engage dans la défense des institutions piémontaises. Le pouvoir impérial multiplie les réformes (institution d'une École normale dans chaque académie ; introduction de disciplines scientifiques dans les écoles primaires et secondaires ; limitation des écoles privées et des petits séminaires, au profit des lycées), tandis que Balbo s'emploie à faire valoir les spécificités piémontaises et à batailler en faveur de l'enseignement du latin dès l'école primaire. Ce qui tenait à cœur aux élites piémontaises, ce n'était pas la diffusion de l'instruction populaire mais, bien au contraire, la possibilité d'utiliser l'école comme moyen d'ascension sociale et d'insertion professionnelle pour leur progéniture ; pour garantir l'accès aux écoles secondaires et supérieures, la connaissance du latin était indispensable.

- 6 La Restauration s'ouvre en 1814 par la répétition d'un scénario bien connu : Victor Emmanuel Ier ordonne la fermeture de l'Université et des lycées, épure le corps enseignant de ses éléments francophiles, met à la tête de l'institution un membre de l'*Amicizia cattolica* de Turin et remet en vigueur les Constitutions de 1771 ; l'instruction populaire est confiée à la *Regia Opera della Mendicizia Istruita*. La reconquête catholique est en marche, et elle suscite une fermentation favorable à l'instruction, qui est désormais vue comme le moyen d'empêcher une nouvelle révolution en christianisant et moralisant la population. Malgré leurs différences, les divers projets ont en commun la fermeture des écoles de latin au profit de l'italien, l'ouverture d'écoles primaires dans toutes les communes, l'adoption de la méthode normale, l'apprentissage d'un métier chez des artisans, etc. Mais le mouvement libéral de 1821 déclenche une réaction qui met fin à cette effervescence. L'Université est fermée derechef, et le roi Charles Félix charge le jésuite Luigi Taparelli d'Azeglio d'élaborer un Règlement des études (1822) qui prend la réforme de Victor Amédée à rebours : tout l'enseignement est placé sous la houlette des ordres religieux ; les collèges jésuites sont rétablis ; et les écoles primaires, où le catéchisme est considéré comme le pilier de l'instruction, sont confiées en 1824 aux frères des Écoles chrétiennes ; la vie scolaire est minutieusement réglée et les pratiques dévotionnelles imposées aux maîtres et aux élèves à tous les degrés. La seule mesure de la période française reconduite par Taparelli d'Azeglio est l'interdiction d'ouvrir des écoles de latin dans les petites communes, disposition destinée à rester sans effet car toutes les municipalités continuèrent d'ouvrir et de financer de telles écoles. Jusqu'en 1846, les initiatives en faveur de l'instruction et de l'éducation populaire viendront désormais des particuliers, comme les aristocrates philanthropes, ou des ecclésiastiques et des institutions religieuses charitables.
- 7 À la fin de cet ouvrage passionnant, construit à partir d'une documentation abondante et souvent inédite, Paolo Bianchini peut apporter une réponse à la question initialement posée : le « modèle piémontais », pendant la période prise en considération, est celui d'un immobilisme tenace, reflet d'une société figée qui refuse les réformes, pérennise « l'éducation à l'obéissance » et résiste aux changements pour maintenir des institutions scolaires au service des intérêts particuliers.